

# MODERNISER L'AIDE FINANCIÈRE POUR LES ÉTUDIANTS D'AUJOURD'HUI



CASA | ACAE

Canadian Alliance of Student Associations  
Alliance canadienne des associations étudiantes

## L'ÉQUITÉ POUR LES ÉTUDIANTS SALARIÉS ÉLIMINER LA LIMITE DE REVENU EXEMPTÉ PENDANT LES ÉTUDES

Aucun salarié au Canada ne devrait être pénalisé, tout particulièrement celui aux études. Pourtant, chaque année emmène la réduction des prêts attribués aux étudiants qui subviennent à leurs besoins par le biais d'emplois à temps partiel ou en participant à des programmes de stages rémunérés. Ceci pénalise non seulement l'étudiant, mais également les employeurs et l'avenir économique du Canada.

Un nombre croissant d'étudiants est contraint de travailler afin de pouvoir assumer les frais de scolarité de plus en plus élevés, un logement et leur matériel universitaire. Près de 60 p. cent des étudiants travaillent en moyenne 18 heures par semaine tout en étant aux études<sup>1</sup>. Pourtant le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) en vigueur assure une diminution de l'aide accordée pour tout salaire gagné au delà de 100 dollars par semaine. L'étudiant moyen qui travaille 18 heures par semaine se voit donc privé de 2 720 dollars de soutien par année.

Les étudiants salariés pendant leurs études sont plus susceptibles d'avoir un emploi suite à l'obtention leur diplôme. Plus de deux-tiers des étudiants qui s'étaient assurés un emploi suite à leurs études avaient déjà commencé à y travailler alors qu'ils étaient encore aux études<sup>2</sup>. Un emploi rémunéré assure également aux étudiants la chance de rembourser leurs prêts. À l'inverse, le manque de revenus et le chômage sont les principales causes d'échec de remboursement des prêts<sup>3</sup>.

C'est aux étudiants que devrait revenir la décision de travailler, et pour combien d'heures, pendant leurs études. Le contraindre à choisir entre un salaire et l'aide financière aux études n'a aucun avantage et nuit à l'ensemble de la population canadienne.

 EN 2012,  
**70,125**  
ÉTUDIANTS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE FINANCIÈRE  
ONT PERDU EN MOYENNE **1,156 \$** EN PRÊTS  
PUISQU'IL ÉTAIENT DES **ÉTUDIANTS SALARIÉS**



**L'ALLIANCE CANADIENNE DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES (ACAE) RECOMMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'ÉLIMINER L'ÉVALUATION DU SALAIRE ÉTUDIANT DANS LE CADRE DU PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS. L'ACAE ESTIME QUE CECI COÛTERAIT ENVIRON 26,9 MILLIONS DE DOLLARS PAR ANNÉE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.**

1 p. iii, Canadian University Survey Consortium, 2012 Graduating Student Survey, 2012. consulté en ligne: [http://www.cusc-ccreu.ca/publications/CUSC\\_2012\\_Graduating\\_Student\\_Survey\\_MasterReport.pdf](http://www.cusc-ccreu.ca/publications/CUSC_2012_Graduating_Student_Survey_MasterReport.pdf)

2 p.71, Canadian University Survey Consortium, 2012 Graduating Student Survey, 2012. consulté en ligne: [http://www.cusc-ccreu.ca/publications/CUSC\\_2012\\_Graduating\\_Student\\_Survey\\_MasterReport.pdf](http://www.cusc-ccreu.ca/publications/CUSC_2012_Graduating_Student_Survey_MasterReport.pdf)

3 Lochner, Lance, Et. Al. Analysis of the CSLP Student Loan Defaulter Survey and Client Satisfaction Surveys, May 2013, London ON, <http://economics.uwo.ca/centres/cibc/>

4 Statistics Canada, Undergraduate Tuition Fees for full time Canadian students, by discipline, by province, October 2012, consulté en ligne: <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/01/cst01/educ50a-eng.htm>

# ÉQUILIBRER LE FARDEAU DES COÛTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AUGMENTER ET ÉLARGIR LES BOURSES D'ÉTUDES AFIN DE RÉPONDRE AU COÛT RÉEL DE L'ÉDUCATION

Tout Canadien mérite la chance de s'accomplir, peu importe sa condition sociale ou sa situation financière. L'enseignement supérieur demeure un des chemins vers la prospérité les plus empruntés par des millions de personnes; et en assurer la pérennité pour l'ensemble des Canadiens est un des principes fondateurs de l'ACAE.

L'accès des Canadiens aux bourses en fonction des besoins financiers est un des mécanismes les plus efficaces pour leur assurer un accès à l'enseignement supérieur. Le Programme canadien de bourses aux étudiants (PCBE) établi en 2009, offre 250 dollars par mois aux étudiants de ménages à faible revenu, et 100 dollars par mois aux étudiants provenant de familles à revenu moyen. Le PCBE s'est avéré être un outil extrêmement efficace pour promouvoir l'accessibilité et la réduction de l'endettement. L'ACAE estime que deux mesures spécifiques méritent plus d'attention: assurer l'ajustement du montant des prêts aux coûts croissants d'une éducation, et élargir l'accès aux prêts aux étudiants à la maîtrise et au doctorat.

## ASSURER L'IMPACT DES BOURSES

Depuis la mise sur pied du PCBE, le coût moyen des frais de scolarité des études de premier cycle au Canada a augmenté de plus de 1 200 dollars.<sup>4</sup> Qui plus est, les étudiants ont vu leur loyer, les coûts d'alimentation et les frais de transport augmenter sans relâche, affichant une hausse de près de 20 % au cours des 10 dernières années.<sup>5</sup> Malgré l'augmentation considérable du coût de la vie des étudiants durant cette période, il n'y a eu absolument aucune augmentation de l'attribution des bourses.

Comme la valeur des bourses accordés n'a pas suivi l'augmentation des dépenses des étudiants canadiens, ceux-ci sont maintenant contraints à dépendre de sources alternatives pour financer leurs études. Il est particulièrement inquiétant de constater les sacrifices financiers que les familles se voient forcées de faire afin de soutenir l'éducation de leurs enfants. Un tiers des familles canadiennes avec un enfant aux études ont confirmé avoir retiré des fonds de leurs comptes d'épargne-retraite afin de soutenir l'éducation de leur enfant. De plus, 14 p. cent d'entre elles ré hypothèquent leur maison à ces mêmes fins.<sup>6</sup> Le coût élevé de l'éducation et la dette étudiante ne sont plus que des enjeux étudiants; ce sont également des enjeux pour les familles canadiennes dans leur ensemble.

**L'ACAE RECOMMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUGMENTER LA VALEUR DE L'ATTRIBUTION DES BOURSES DE 25 P. CENT, IMPLIQUANT UN COÛT ESTIMÉ À 173 MILLIONS DE DOLLARS.**

## LE SOUTIEN FINANCIER POUR LES ÉTUDIANTS DE CYCLES SUPÉRIEURS

Bien que le PCBE ait contribué à la diminution de l'endettement de nombreux étudiants de premier cycle, les niveaux d'endettement continuent à augmenter pour les étudiants de cycles supérieurs. De 2009 à 2013, dès lors que le PCBE a été accessible aux étudiants de premier cycle, le niveau d'endettement moyen d'un doctorant est passé de 23 791 dollars à 27 502 dollars, tandis qu'à la maîtrise on constate une augmentation de 18 870 dollars à 20 112 dollars.<sup>8</sup> La hausse du niveau de la dette est particulièrement inquiétante puisque le manque de fonds pour les études supérieures est depuis longtemps identifié comme facteur clé du taux élevé de décrochage.<sup>9</sup>

Les études supérieures sont de plus en plus essentielles sur le marché du travail mondial concurrentiel que nous avons. Un nombre croissant de Canadiens mise sur des études supérieures pour faire avancer leur carrière. La quantité de détenteurs de maîtrises et de doctorats au Canada est toutefois faible en comparaison aux autres pays développés.<sup>10</sup> Ces diplômes continuent à porter fruits pour les étudiants canadiens: le niveau de chômage pour les diplômés de programmes d'études supérieures est inférieur à celui de tout autre niveau de scolarité, et le revenu acquis sur l'ensemble de leur vie active est plus élevé.<sup>11</sup> Exclure ces étudiants du PCBE a pour effet soit d'entraver l'accès des plus démunis à un monde de possibilités, ou alors de les obliger à accumuler une dette personnelle bien plus risquée.

**L'ACAE RECOMMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE RENDRE LES ÉTUDIANTS À LA MAÎTRISE ET AU DOCTORAT ÉLIGIBLES AU PROGRAMME CANADIEN DE BOURSES AUX ÉTUDIANTS, IMPLIQUANT UN COÛT ESTIMÉ À 31 MILLIONS DE DOLLARS SI LES NIVEAUX DE SOUTIEN SE MAINTIENNENT.**

5 Statistics Canada, Consumer Price Index, 2011 basket Annual, Table 326-0021, Jan 2014, <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26>

6 Abacus Data, Parental Views on Post-Secondary Education, May 2014, Ottawa

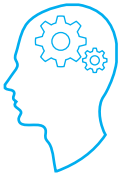
7 Ibid

8 Employment and Social Development Canada, Canada Student Loans Program: Statistical Review, 2012-2013, consulté en ligne: [http://www.esdc.gc.ca/en/reports/cslp\\_cesp/cslp\\_stats\\_2013.page?](http://www.esdc.gc.ca/en/reports/cslp_cesp/cslp_stats_2013.page?)

9 University Affairs, Rosanna Tamburri, The PhD is in need of revision, consulté en ligne: <http://www.universityaffairs.ca/the-phd-is-in-need-of-revision.aspx>

10 Conference Board of Canada, International Ranking: PhD Graduates, March 2013, consulté en ligne: <http://www.conferenceboard.ca/hcp/details/education/phd-graduates.aspx>

11 Berger, Joseph, "The Price of Knowledge", The Value of a Degree: Education, Employment and Earnings in Canada, 2009, consulté en ligne: [http://www.chs.ca/sites/default/files/uploads/value\\_of\\_education\\_with\\_degree.pdf](http://www.chs.ca/sites/default/files/uploads/value_of_education_with_degree.pdf)



# LA SANTÉ MENTALE CHEZ LES ÉTUDIANTS

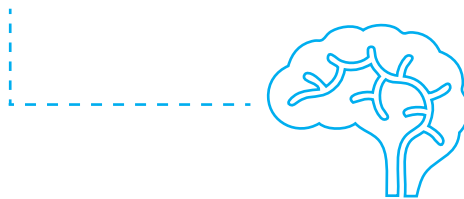
## CHANGER LES MENTALITÉS, CONTRER LA STIGMATISATION



CASA | ACAE  
Canadian Alliance of Student Associations  
Alliance canadienne des associations étudiantes

Les maladies mentales et la santé mentale sont des enjeux d'importance croissante sur les campus canadiens. Le stress et l'anxiété sont à leur apex pour les étudiants qui font face à la pression académique, aux contraintes financières et aux inquiétudes quant à leurs futures carrières. Les maladies mentales dont souffrent aujourd'hui plusieurs Canadiens se sont manifestées alors qu'ils complétaient leurs études postsecondaires, éloignés de leurs familles et amis pour la première fois. À défaut d'être traitées, ces maladies auront un impact important sur les étudiants pour la durée de leur parcours universitaire et longtemps après.

**LE COÛT DES MALADIES MENTALES POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE EST ESTIMÉ À PLUS DE 50 MILLIARDS DE DOLLARS PAR ANNÉE<sup>1</sup>**



En 2007, le gouvernement fédéral a fait preuve d'engagement envers les enjeux de santé mentale en mettant sur pied la Commission de la santé mentale du Canada (CSMC). Les efforts de la CSMC pour sensibiliser le public, produire de la recherche et créer des programmes ont fourni des ressources et outils nationaux importants. L'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) appelle donc au renouvellement du mandat de la CSMC afin de continuer l'excellent travail en cours. L'ACAE est convaincue qu'avec le renouvellement de son mandat, la CSMC sera idéalement positionnée pour orienter de la recherche et des ressources vers les jeunes et les étudiants.

Par le biais de la CSMC, le gouvernement fédéral a néanmoins l'occasion de jouer un rôle immédiat afin de davantage soutenir les étudiants des campus à la largeur du pays. L'un des principaux obstacles auxquels font face les étudiants qui recherchent de l'aide est la stigmatisation associée aux maladies mentales. Tel que souligné par le Dr Campbell, de l'Université Mount Allison, « nous devons déstigmatiser les enjeux et en faire quelque chose dont on peut parler dans le cours de notre quotidien<sup>2</sup> ». Nous pouvons et devons en faire plus pour reconnaître et éliminer la stigmatisation. L'ACAE désire voir le gouvernement fédéral investir dans une campagne de communication globale et efficace dirigée aux étudiants afin de réduire la stigmatisation associée aux maladies mentales.

**L'ACAE RECOMMANDE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL RENOUVELLE LE MANDAT DE LA COMMISSION DE LA SANTÉ MENTALE DU CANADA POUR UNE PÉRIODE DE DIX ANS (2015-2025), PERMETTANT DE METTRE L'ACCENT SUR LES ENJEUX TOUCHANT LES ÉTUDIANTS ET LES JEUNES AU COÛT DE 25 MILLIONS DE DOLLARS PAR AN.**

**L'ACAE RECOMMANDE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA CSMC, DÉPLOIE ACTIVEMENT DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION SUR LES CAMPUS DES UNIVERSITÉS, COLLÈGES ET ÉCOLES POLYTECHNIQUES À LA GRANDEUR DU PAYS, VISANT À RÉDUIRE LA STIGMATISATION ASSOCIÉE AUX PERSONNES SOUFFRANT DE PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE, EN ACCORDANT À LA CSMC UN FONDS DÉDIÉ D'AU MOINS 4,5 MILLIONS DE DOLLARS PAR AN JUSQU'À LA FIN DE SON MANDAT.**

<sup>1</sup> p.2, Mental Health Commission of Canada, Making the Case for Investing in Mental Health. March 2013., consulté en ligne: [http://www.mentalhealthcommission.ca/English/system/files/private/document/Investing\\_in\\_Mental\\_Health\\_FINAL\\_Version\\_ENG.pdf](http://www.mentalhealthcommission.ca/English/system/files/private/document/Investing_in_Mental_Health_FINAL_Version_ENG.pdf)

<sup>2</sup> Tamburri, Rosanna, "Universities to examine their role in students' mental health", University Affairs, February 6th 2012, consulté en ligne: <http://www.universityaffairs.ca/universities-to-examine-their-role-in-students-mental-health.aspx>

# RÉAFFIRMER UNE PROMESSE CANADIENNE

## ÉLIMINER LE PLAFOND DE 2 P. CENT DU PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTUDIANTS DE NIVEAU POSTSECONDAIRE

L'amélioration des résultats scolaires est essentielle pour les étudiants autochtones, leurs familles, leurs communautés et la société canadienne dans son ensemble. Le gouvernement fédéral n'a toujours pas satisfait ses obligations morales et juridiques de convenablement financer tous les apprenants autochtones qualifiés et intéressés à accéder à des études postsecondaires. Il persiste un écart de près de 20 p. cent entre les personnes autochtones et les personnes non autochtones relativement à l'accès au niveau postsecondaire. Au XXI<sup>e</sup> siècle, ceci devrait être totalement inadmissible au Canada. Les obstacles auxquels font face les autochtones en quête de financement pour accéder à une éducation postsecondaire doivent être éliminés.

Le programme en place pour soutenir les étudiants Inuits et des Premières nations est le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire (PAENP). Créé dans l'optique de promouvoir l'accès aux études postsecondaires, le programme s'est révélé efficace pour ceux qui ont eu la chance de bénéficier de financement.

Malheureusement, le programme souffre d'un cap de croissance de 2 p. cent depuis 1996, privant ces communautés et leurs membres des fonds nécessaires pour permettre l'accès à l'enseignement postsecondaire. Ce plafond de 2 p. cent est particulièrement nocif étant donné; l'augmentation deux fois plus rapide des coûts de l'éducation,<sup>1</sup> ainsi que le taux de croissance de la population parmi les personnes autochtones qui est plus que quatre fois celui de la population non autochtone.<sup>2</sup> Tel que stipulé dans la Charte, le gouvernement fédéral a la responsabilité explicite de soutenir la population autochtone du Canada, de lui permettre d'accéder à l'enseignement postsecondaire et d'y garantir sa réussite.

En plus d'honorer les obligations morales et juridiques du gouvernement fédéral, nous estimons que combler l'écart scolaire et professionnel parmi les personnes autochtones aurait générer un gain économique cumulatif de 400,5 milliards de dollars, ainsi qu'une réduction des dépenses gouvernementales et une augmentation des recettes fiscales de l'ordre de 115 milliards de dollars pour la période 2001-2026.<sup>3</sup>



**L'ALLIANCE CANADIENNE DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES (ACAÉ) RECOMMANDE L'ÉLIMINATION DU PLAFOND DE 2 P. CENT DU PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTUDIANTS DE NIVEAU POSTSECONDAIRE AINSI QUE LE PAYEMENT INTÉGRAL DE L'ARRIÉRÉ DU PROGRAMME AU COÛT ESTIMÉ DE 424 MILLIARDS DE DOLLARS.<sup>4</sup>**

1 Statistics Canada, Consumer Price Index, 2011 basket Annual, Table 326-0021, Jan 2014, <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26>

2 Statistics Canada, Consumer Price Index, 2011 basket Annual, Table 326-0021, Jan 2014, <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26>

3 p. v Sharpe, Andrew & al. The Effect of Increasing Aboriginal Educational Attainment on the Labour Force, Output and the Fiscal Balance. Centre for the Study of Living Standards, Ottawa, May 2009. consulté en ligne: <http://www.csls.ca/reports/csls2009-3.pdf>.

4 Association of First Nations, Fact Sheet: First Nations Post-Secondary Education, 2008, consulté en ligne: <http://www.afn.ca/uploads/files/pse-fact-sheet.pdf>



La mise sur pied d'un environnement qui soutient les chercheurs canadiens, qui leur permet d'élaborer et de mener à terme de la recherche de haut niveau, exige plus que l'attribution de bourses. Un nombre croissant de chercheurs compte sur un éventail de points d'appui afin de rendre les fruits de leur recherche disponibles à la société. Qu'il soit question d'acquérir du matériel de pointe, de permettre l'accès aux derniers résultats de recherche provenant des quatre coins du globe, ou de veiller à ce que la recherche canadienne puisse être mise sur le marché, le gouvernement du Canada joue un rôle de première ligne dans le soutien des coûts indirects liés à la recherche.

Les coûts indirects de la recherche sont ceux qui ne peuvent être directement attribués à un projet de recherche spécifique, mais qui sont néanmoins nécessaires à la recherche. Ces dépenses « cachées » comprennent les coûts liés à l'administration et à la gestion des activités de recherche, comme par exemple la mise à niveau du réseau informatique d'une bibliothèque, la rénovation de laboratoires, ou l'entretien de base. En 2007-2008, le gouvernement fédéral a rendu disponibles 332 millions de dollars, ce qui représente environ 21,5 p. cent du financement total pour les conseils de recherche.<sup>1</sup> Pourtant, les coûts indirects de la recherche sont estimés à entre 50 et 65 p. cent des coûts directs en fonction du domaine d'étude.<sup>2</sup> Ceci implique que les établissements postsecondaires canadiens doivent sans cesse puiser dans des budgets déjà étroits afin de soutenir les projets de recherche pour lesquels ils reçoivent du financement.

Il est essentiel d'en faire davantage pour éviter que le Canada ne se retrouve à la traîne des autres pays développés en terme de soutien à la recherche de pointe. Aux États-Unis, au Royaume-Uni, dans l'Union européenne comme en Australie, les coûts indirects sont remboursés bien au-delà des standards canadiens. Aux États-Unis, les coûts indirects de la recherche sont compensés depuis 1947 et ce financement atteint aujourd'hui l'ordre des 52,3 p. cent des coûts directs de la recherche.<sup>3</sup> Dans l'Union européenne, le financement se situe entre 40 et 60 p. cent des coûts directs. Au Royaume-Uni, on dépasse les 50 p. cent.<sup>4</sup>

Malgré l'important investissement du gouvernement fédéral et les 8 millions de dollars additionnels accordés dans le budget de 2014, l'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) demande au gouvernement fédéral de s'engager à augmenter le financement des coûts indirects liés aux programmes de recherche.

**L'ACAE RECOMMANDE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SOUTIENNE LES COÛTS INDIRECTS LIÉS À LA RECHERCHE À LA HAUTEUR D'EN MOYENNE 40 P. CENT DE LA VALEUR DES COÛTS DIRECTS EN S'APPUYANT SUR LA FORMULE DE FINANCEMENT SUIVANTE:**

PALIER	TAUX
1RE TRANCHE JUSQU'À 100,000 \$	80 %
2E TRANCHE DE 100,000 \$ À 7,000,000 \$	50 %
3E TRANCHE DE 7,000,000 \$ ET PLUS	37.5 %

**L'ACAE ESTIME QUE CECI COÛTERA 287 MILLIONS DE DOLLARS AU GOUVERNEMENT.**

<sup>1</sup> Fédération étudiante universitaire du Québec, 2013. Mémoire sur le Programme des coûts indirects

<sup>2</sup> Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, 2011. Élections fédérales. Intervention de la CREPUQ : Le gouvernement fédéral doit poursuivre ses efforts pour le développement de la recherche universitaire.

<sup>3</sup> Sylvain, Christian, Association of Universities and Colleges of Canada, Indirect Costs Reimbursement in the USA: Facts and Fiction; bien que le taux cité soit de 1977, les taux se sont maintenus tout au long des années 90.

<sup>4</sup> Association of Universities and Colleges of Canada, 2009. Funding of the Institutional Costs of Research : An International Perspective., consulté en ligne: <http://www.aucc.ca/wp-content/uploads/2011/07/institutional-costs-international-2009-05-e.pdf>



# DES CHOIX ÉVIDENTS POUR L'AVENIR DU CANADA

## AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'Alliance canadienne des Associations étudiantes (ACAE) estime que les étudiants canadiens méritent les meilleurs renseignements possible lorsqu'ils décident quoi étudier, et où le faire. Les étudiants canadiens investissent des centaines d'heures et des milliers de dollars auprès de collèges, écoles polytechniques et universités, afin d'acquérir des connaissances et des compétences qui leurs ont été présentées comme étant essentielles pour réussir dans le contexte économique actuel. Il est pourtant évident que le Canada n'est pas en mesure d'offrir à ses citoyens une source limpide et fiable d'information sur le marché du travail (IMT). Ceci est pourtant nécessaire à la prise de décisions éclairées quant à leur choix de cours, de programme et d'emplois dans cette économie en rapide évolution.

L'ACAE estime que le gouvernement fédéral doit assumer un rôle de premier plan dans l'élaboration des mesures nationales cohérentes pour l'IMT. Le Canada est un des seuls pays développés sans un ensemble complet d'indicateurs d'IMT fourni avec ponctualité et régularité.<sup>1</sup> Ces données comprendraient des informations sur le nombre d'inscriptions par programme, sur les résultats d'accès à l'emploi, ainsi que sur l'offre et la demande du marché du travail. Bien que le gouvernement ait entamé des démarches pour améliorer les informations disponibles, il en faut plus. Bon nombre d'organisations, de la Chambre de Commerce du Canada,<sup>2</sup> à Polytechnics Canada<sup>3</sup> et l'Association des universités et collèges du Canada,<sup>4</sup> ont fait appel au gouvernement pour que ce dernier s'engage à un renouvellement de financement afin de soutenir cet objectif.

Le gouvernement fédéral est l'unique organisation en mesure de rassembler les provinces et autres intervenants pour élaborer de nouvelles mesures d'IMT. Ceci pourrait être accompli grâce à une augmentation du financement dédié à Statistique Canada, ou par le biais d'une nouvelle agence d'information indépendante sur le marché du travail. Dans les deux cas, il serait essentiel que les données sur l'offre et la demande du marché du travail soient rendues accessibles de manière cohérente avec des données fournies par les provinces, les institutions postsecondaires et les autres intervenants du domaine.

L'ACAE encourage également le gouvernement à rendre toutes ces données disponibles sous forme de données ouvertes afin que l'information profite aux citoyens tout comme aux entreprises.

L'ACAE est convaincue qu'une IMT complète et détaillée est un pilier incontournable à une économie robuste et durable. Celle-ci apporte une aide aux étudiants à choisir les programmes qui correspond à la fois à leurs talents et aux besoins de l'économie. C'est donc pour cela que l'ACAE appelle le gouvernement à agir.

**L'ACAE RECOMMANDE QUE LE GOUVERNEMENT ADOPTE LES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LE COMITÉ CONSULTATIF SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET QU'IL INVESTISSE 15 MILLIONS DE DOLLARS DANS LA CRÉATION D'UN NOUVEL ENSEMBLE DE MESURES D'IMT.**

1 Drummond, Don Wanted: Good Canadian Labour Market Information, June 2014, consulté en ligne: <http://irpp.org/wp-content/uploads/2014/06/insight-no6.pdf>

2 Roy, Stacey, A Battle We Can't Afford to Lose: Getting Young People from Education to Employment, Canadian Chamber of Commerce: Chamber Blog, October 2014, consulté en ligne: <http://www.chamber.ca/media/blog/141014-a-battle-we-cant-afford-to-lose-getting-young-canadians-from-education-to-employment/>

3 Doyle, Ken, Action Needed on Skills and Innovation: Polytechnics Canada's Budget 2014 Recommendations, Polytechnics Canada, Ottawa, November 2014, consulté en ligne: <http://www.polytechnicscanada.ca/news/action-needed-skills-and-innovation-2013-nov-08>

4 AUCC Submission to the House of Commons Standing Committee on Finance, Priorities: 2015 Federal Budget, August 2014, consulté en ligne: <http://www.aucc.ca/wp-content/uploads/2014/08/aucc-2015-prebudget-submission-to-finance-committee-august-2014-.pdf>

# QUELQUES DONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE AU CANADA



Les frais de scolarité ont augmenté en moyenne de **21%** depuis 2009<sup>2</sup>



Près de **deux millions** de jeunes Canadiens étaient inscrits dans les universités et collèges du pays en 2011-2012<sup>1</sup>

Les étudiants de premier cycle ont payé en moyenne **\$5,959**  
Les étudiants aux cycles supérieurs ont payé en moyenne **\$6,210** } en frais de scolarité<sup>3</sup>

## ENDETTEMENT DES ÉTUDIANTS

- Le plafond hebdomadaire des prêts du Programme canadien de prêts aux étudiants n'a pas augmenté depuis le budget fédéral de 2004
- À l'heure actuelle, 67 000 étudiants qui reçoivent des prêts étudiants du gouvernement doivent aussi s'adresser à des prêteurs privés afin de payer leurs études<sup>4</sup>
- Un étudiant sur trois terminera ses études avec une dette de plus de 20 000 \$<sup>5</sup>
- Les étudiants qui accumulent une dette élevée sont plus susceptibles d'interrompre ou de cesser leurs études
- Les étudiants qui reçoivent une partie de leur aide financière sous forme de bourse sont plus susceptibles de rester aux études



## ÉDUCATION DES AUTOCHTONES



Sept jeunes des Premières nations sur dix rêvent de poursuivre des études postsecondaires, mais seulement trois sur dix y accèdent



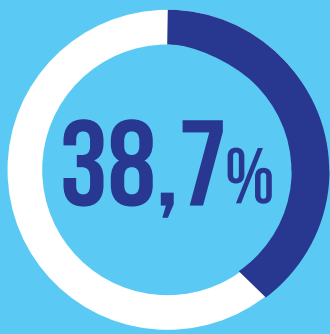
CASA | ACAE

Canadian Alliance of Student Associations  
Alliance canadienne des associations étudiantes

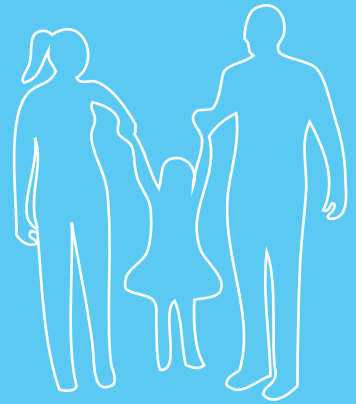
Les jeunes autochtones sont le segment de la population canadienne dont la croissance est la plus rapide



# REVENU PARENTAL / FAMILLES CANADIENNES



Plus du tiers des parents n'ont pas d'économies pour payer les études de leurs enfants<sup>6</sup>



Le tiers des parents d'étudiants doivent s'endetter, retourner au travail ou puiser à même leurs épargnes de retraite pour contribuer aux études postsecondaires de leurs enfants<sup>7</sup>



# 81%



81 % des parents croient qu'on ne devrait pas tenir compte du revenu des parents dans le calcul de l'aide financière, et que celle-ci devrait être offerte à tous les étudiants qui ne peuvent pas bénéficier d'un appui financier de leur famille<sup>8</sup>

## SANTÉ MENTALE



Environ 20 % des Canadiens souffriront d'un problème de santé mentale à un moment donné de leur vie<sup>9</sup>

Le suicide est la deuxième cause de décès chez les Canadiens de 15 à 24 ans, après les accidents; 4000 personnes meurent prématurément en s'enlevant la vie chaque année<sup>10</sup>

Les services de soutien psychologique des campus canadiens font face à un nombre toujours croissant d'étudiants qui ont des comportements suicidaires ou d'automutilation, qui souffrent de troubles de l'alimentation ou de traumatismes sexuels, ou qui ont subi une agression sexuelle<sup>11</sup>

Le besoin pour des services de santé mentale sur les campus ne cesse de s'accroître, mais les fournisseurs de ces services ont de la difficulté à répondre à la demande. Les données pour l'Amérique du Nord indiquent que le rapport actuel de conseillers à étudiants est d'un pour 1600 étudiants<sup>12</sup>

1 Statistique Canada, Le retour en classe... en chiffres, [www.statcan.gc.ca/dai-quo/smr08/2014/smr08\\_190\\_2014-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/dai-quo/smr08/2014/smr08_190_2014-fra.htm), 2014.

2 Statistique Canada, Frais de scolarité universitaires, 2014-2015, [www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/140911/dq140911b-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/140911/dq140911b-fra.htm), 2014.

3 Statistique Canada, Frais de scolarité universitaires, 2014-2015, [www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/140911/dq140911b-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/140911/dq140911b-fra.htm), 2014.

4 Alliance canadienne des associations étudiantes et coll. Canadian Student Survey: Next Steps: Upper-Year Canadian PSE Students' Future Plans and Debt, mars 2010.

5 Statistique Canada, Étude : Les répercussions financières des prêts étudiants, 29 janvier 2010. [www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/100129/dq100129c-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/100129/dq100129c-fra.htm).

6 Données d'Abacus Data, National PSE Parent Survey, mai 2014.

7 Données d'Abacus Data, National PSE Parent Survey, mai 2014.

8 Données d'Abacus Data, National PSE Parent Survey, mai 2014.

9 Commission de la santé mentale du Canada, La Nécessité d'investir dans la santé mentale au Canada, 2013. Consulté en ligne au

[http://www.mentalhealthcommission.ca/Francais/system/files/private/document/Investing\\_in\\_Mental\\_Health\\_FINAL\\_FRE.pdf](http://www.mentalhealthcommission.ca/Francais/system/files/private/document/Investing_in_Mental_Health_FINAL_FRE.pdf), p. 2.

10 Association canadienne pour la santé mentale, Information rapide : La santé mentale / la maladie mentale, [www.cmha.ca/fr/medias/information-rapide-la-sante-mentale-la-maladie-mentale/#.VFOVV\\_nF\\_u4](http://www.cmha.ca/fr/medias/information-rapide-la-sante-mentale-la-maladie-mentale/#.VFOVV_nF_u4), 2014.

11 Gallagher, R.P., op. cit., note 13, p. 3.

12 Gruttadaro, D., College Students Speak: A Survey Results on Mental Health, National Alliance on Mental Illness, Arlington (Virginie), 2012.

[http://www.nami.org/Content/NavigationMenu/Find\\_Support/NAMI\\_on\\_Campus1/collegereport.pdf](http://www.nami.org/Content/NavigationMenu/Find_Support/NAMI_on_Campus1/collegereport.pdf), p. 8.

